

3387

# Chacun pour soi, la guerre pour tous :

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 249

VENDREDI 29 DECEMBRE 1950

LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE  
ANARCHISTE »

TRUMAN  
et STALINE

préparent

le MASSACRE

## Organisons la conquête de la Liberté

## LE CONFLIT N'EST PAS FATAL LA GUERRE MENACE L'UNIVERS

LES événements vers la guerre se précisent malgré la politique classique de la douche écossaise : mauvaises nouvelles, nouvelles apaisantes. Les Etats-Unis, grand distributeur de fonds, organisent leurs avant et leurs arrières.

L'aide militaire aux « nations libres » (sic) s'accroît et cette aide n'est pas étrangère à l'emploi record dont parlent les statistiques du travail : 45.500.000 emplois. Les préparatifs de la guerre liquident les signes de crise, comme d'ailleurs la guerre de Corée a rendu la balance commerciale anglaise particulièrement favorable. La rafle des matières stratégiques fait sortir des dollars ici et rentrer des sterlings là.

Singuliers préparatifs de guerre : Le Kremlin ne tonne-t-il pas assez contre les agresseurs anglo-américains, ces criminels de guerre qui terrorisent les villages coréens, et pourtant la presse nous annonce des exportations russes accrues de manganèse et de chrome à destination des U.S.A. pour en recevoir des dollars et sans doute des moteurs pour équiper les T 34 et les MIG 15 !

C'est l'histoire renouvelée des marchandises dont parle l'Humanité du 18 janvier 1947 : 25 millions de quintaux de blé ! 1 million 1/2 de tonnes de mazout, des huiles minérales, des graisses, du coton, du manganèse envoyés en Allemagne hitlérienne pour en recevoir des moteurs et des machines-outils.

Pauvres peuples, comme on vous abuse ! Des ennemis peuvent se prendre à la gorge, mais ils s'aident pour se détruire. Et c'est peut-être dans ces relations commerciales russo-américaines avant la guerre intercontinentale que réside la possibilité de coexistence des mondes capitaliste et « communiste » dont parle Andreï Vyichinski.

De toute manière, le réarmement est un fait manifeste. Le Kremlin servi par ses immenses ressources potentielles, l'endurance à la misère de ses peuples, son idéologie « dynamique », qui rappelle l'antisémitisme de Hitler (1), sa patience.

Le Pentagone convaincu de sa puissance économique progressive à la-

(1) L'antisémitisme sera la dynamite avec laquelle je ferais sauter l'édifice des Etats européens. Hitler.

paru dans les premiers journaux avec les réticences anglo-saxonnes sur la sensibilisation du peuple français en faveur du réarmement sont des indices sur l'utilisation éventuelle de la manière forte pour imposer une émotion belliciste dont semble guérie, avec tant d'autres, les masses de ce pays.

Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que l'on promet le beurre et les canons, les niveaux de vie sauvegardés et l'armement payé dans une large part par les contribuables américains : 4 milliards et demi de dollars en 3 ans.

La politique de réarmement qui s'esquisse en France comme ailleurs, accentuera l'inflation et réinstaurera les contrôles économiques sur les fabrications.

Moins de cuisinières, moins de meubles, moins de ciment pour la re-

(Suite page 4, 1<sup>re</sup> col.)

Farder la réalité n'a jamais servi une cause. Et, d'ailleurs, nous ne faisons pas appel à la foi, à la mystique ou à l'illusion, mais à la conscience, à la lucidité et au courage. Nous ne nous adressons pas à des fidèles, à des croyants ou à des suiveurs, mais à des Hommes.

Laissons donc aux prêcheurs ensoutanés des églises, aux bonimenteurs des foires électorales et aux bateleurs des partis politiques l'usage du bluff.

A ses militants, à ses amis, la Fédération Anarchiste se doit de dire la vérité.

AVEC l'état d'urgence décrété aux U.S.A. par le président Truman et la décision de réarmer l'Allemagne, la course à l'abîme s'est accélérée. Ces décisions, jointes au raidissement du bloc oriental (chinois en Corée et russe en Allemagne) apparemment résolu à ne faire nulle concession, engage définitivement le monde dans une voie dont la guerre est l'aboutissement inévitable. Certes, il faut garder tout son sang-froid, ne pas céder au vertige alarmis-

te, rechercher avec obstination toutes les possibilités, si minimes soient-elles, de peser sur les événements, d'enrayer ou même simplement de ralentir ce glissement.

Mais la gravité même de la situation ne permet plus de conserver aucune illusion : LA GUERRE FRAPPE A NOTRE PORTE. Nous sommes dans un monde et dans un moment de l'histoire où il faut avoir le courage de regarder son destin en face.

A un moment où il faut parler haut

et clair, dût ce langage soulever l'ire des « patriotes » à la solde de l'un ou l'autre camp et bousculer le sommeil de deux pacifistes bercés par l'espoir que leurs prières finiront par attendrir les meneurs du jeu.

Disons-le donc brutalement : à moins d'un miracle — et nous sommes peu disposés à croire aux miracles — la course à l'abîme s'est accélérée ces dernières semaines dans une telle mesure que tout arrêt paraît être devenu pratiquement impossible.

Il n'y a dans cette constatation ni pessimisme, ni désespoir, ni acceptation possible d'une « fatalité » historique — contre laquelle nous nous insurgeons — mais la simple constatation lucide d'un état de fait.

SI NOUS VOULONS RESTER DEBOUT QUAND LA TOURMENTE COURBERA LES PEUPLES, il faut regarder la réalité en face et se préparer en conséquence.

Or, quelle est cette réalité ? Deux blocs se sont lancés à la conquête du monde. Chacun de ces blocs dispose d'un potentiel économique et industriel gigantesque et d'immenses réserves de « matériel » humain. Ce qui veut dire qu'aucun des deux blocs ne cédera pacifiquement devant l'autre.

D'ores et déjà nous sommes engagés dans la première phase du conflit : celle de l'occupation des bases stratégiques indispensables pour engager une action militaire d'envergure. C'est sous cet angle qu'il faut considérer la guerre de Corée, celle d'Indochine, comme la « neutralisation » de Formose et l'admission de l'Espagne franquiste dans le « Kominform démocratique » d'Occident.

Mais, et contre peut-être le gré de leurs auteurs, ces opérations préliminaires ont pris une telle ampleur que toute reculade est devenue désormais impossible à l'un comme à l'autre bloc. Non seulement du point de vue stratégique, mais également du point de vue psychologique — et ce dernier n'est pas le moins important dans la préparation à la guerre.

Perdre la Corée, ce serait pour les Etats-Unis perdre une base stratégique de la plus haute importance, et risque de perdre la face. Une défaite militaire signifierait un affaiblissement dangereux de prestige qui isolerait les U.S.A. en face d'une masse russo-asiatique de près d'un milliard d'êtres. Ce serait le prélude à leur élimination du Pacifique et, probablement, à l'invasion de leur propre territoire.

De l'autre côté et pour les mêmes raisons, les russo-chinois semblent maintenant trop engagés pour reculer. L'abandon de la Corée ou même simplement de la Corée du sud, outre qu'elle laisserait aux Américains une tête de pont sur le continent asiatique, provoquerait un effacement du bloc oriental, entraînerait l'opposition sourde qui travaille les satellites et ferait surgir de nouvelles Yougoslavies.

Ainsi pris dans un engrenage d'où, le voudraient-ils, ils ne pourraient s'échapper, les dirigeants entraînent le monde à la guerre dans un enchaînement mécanique.

Ne pas voir cela, c'est fermer ses yeux et sa raison à la réalité.

Or, en présence de cette glissade rapide vers l'abîme, existe-t-il des forces capables de s'y opposer ?

La volonté des peuples ? Certes les peuples ne veulent pas la guerre. Pourtant, devant les menaces chaque jour plus précises, ils demeurent d'une passivité effrayante. Ou bien l'homme moyen ne croit pas à la proximité du conflit, espérant que cela finira par s'arranger, que les dirigeants n'oseront pas déclencher le cataclysme, ou bien il en accepte l'éventualité avec un fatalisme résigné, tempéré, chez certains, d'espoir inavoué de remplir à nouveau coffres-forts et lessiveuses, grâce aux fructueuses tractations du marché noir.

(Suite page 3, col. 4.)

## L'Allemagne réarme

EN dépit des « tergiversations » françaises et des objections de principes chrétiennes le réarmement de l'Allemagne est — à ce jour — affaire classée. Il fallait manquer de bon sens pour douter que cette solution ne s'imposerait d'elle-même aux diplomates occidentaux, pour penser qu'ils ne la désiraient réellement.

Du point de vue des Etats-Unis, et dans le cadre du Pacte Atlantique, l'intégration de l'Allemagne dans le système stratégique européen, est d'une rigoureuse logique. En effet, l'organisation militaire, offensive ou défensive, des Nations du « Pacte des Douze » ne pouvait se concevoir sans la participation active de l'Allemagne de l'Ouest tant sur le plan des effectifs que sur celui des richesses industrielles et des capacités et qualités de la production. Une Allemagne neutre, aussi réduite soit sa neutralité, serait un terrain favorable

pour exploiter la vieille revendication prussienne de l'unité nationale dont les staliniens font leur cheval de bataille (1). Pour le gouvernement de Bonn ce danger serait de taille. Car parallèlement à l'exploitation du chauvinisme national, les dirigeants du S.E.D. mènent une vigoureuse campagne en faveur du désarmement progressif général, formule ébauchée à la Conférence de Varsovie en 1948 et adaptée aux circonstances de l'heure, dont le sens fut défini par le Congrès de Prague.

### LE ROLE DE COMPARSES

Le réarmement de l'Allemagne, qui couvait sous cendres et l'inévitable renforcement politique et économique qui en découle ne laissent pas sans inquiétude les gouvernements britannique et français. Mais les oppositions véhémentes d'un Jules Moch, farouchement « anti-boche » n'ont guère pesé dans la balance de l'économie inconstante de la France, tributaire d'une aide financière américaine, que menaçait de suspendre les sénateurs républicains hostiles à la politique internationale d'Acheson.

Les fameuses « garanties » motivées par de légitimes soucis électoraux et par la crainte de la concurrence sur le marché européen, présentées timidement par le Quai d'Orsay, restent sur le plan des vagues promesses, dans le cadre du « bla-bla-bla » sur l'Union européenne. L'entêtement de Plevin à insister sur les vertus du « plan Schuman » présenté comme condition sine qua non apparaît de toute évidence, comme une ultime ressource pour ne pas perdre la face, et non pas comme une solution concrète des problèmes posés. Le soutien des « voisins » est en pleine déliquescence. Les Etats du Benelux ont déjà lâché pied et sont rentrés dans le rang. De son côté, le gouvernement de Gasperi qui faisait hier des avances précises au chancelier Adenauer, fut vertement éconduit. Le mirage de l'unification de l'Europe s'estompe, il ne restait plus à Plevin, qui n'y crut jamais sérieusement, qu'à abdiquer. Ce qu'il fit.

Les velléités d'indépendance sont de plus en plus manifestes et catégoriques du côté de Bonn. Il n'est plus question pour les « Länder » de statut d'occupation, mais de rapports au sein des instances européennes et mondiales sur pied d'égalité.

### ASPECTS STRATEGIQUES

Sur le plan stratégique, la formation d'unités allemandes est d'une extrême importance, ce qui n'a pas échappé aux guerriers du Pentagone. Une zone « neutre » entre le bloc soviétique et l'Ouest européen, militairement déficiente serait un sévère handicap pour les Occidentaux et ne pourrait que servir les intérêts de l'Armée Rouge, qui atteindrait rapidement, dans un conflit européen, les rives de l'Atlantique. Les nécessités de la guerre moderne ne sauraient s'accommoder d'un tel « pôlds mort ». Alors

qu'une Allemagne fortement armée disposant de son infanterie d'une efficacité proverbiale, formerait avec la Yougoslavie, ses barrières naturelles de montagnes et ses troupes entraînées à la lutte de guérilla, une immense chaîne de résistance, reliant la Baltique à l'Adriatique. Cette ligne de défense aurait pour objet de contenir la marée soviétique. Cet aspect de la question n'est pas négligeable. Gagner du temps c'est permettre tous les retournements de situations éventuelles.

### LA « BRUDERSCHAFT » REVENDIQUE

Mais qu'on ne feigne pas la surprise ! La production de guerre en Allemagne était déjà amorcée, à l'heure même où les Schuman, Plevin et Bevin s'élevaient avec « indignation » contre une telle éventualité. Le pasteur Niemöller, président de l'Eglise Evangélique de Hesse, n'indiquait-il pas, dans un discours qui fit grand bruit : « Je tiens, de source digne de foi, que qu'un a commencé en Allemagne, la fabrication d'armes légères ». Les déclarations du pasteur ne furent jamais démenties. Par ailleurs, usant des précédents du secteur soviétique et sous le couvert d'organiser la sécurité intérieure, les militaires allemands ont mis en place, dans la « garde prétorienne », les cadres — qui leur sont dévoués — nécessaires au commandement des futures unités dont ils prévoyaient la constitution prochaine. Ainsi les cadres expérimentés de la Wehrmacht rompent le silence de l'activité clandestine. Ils posent déjà, eux qui hier cherchaient à se faire oublier, leurs conditions aux autorités d'occupation. Et, malgré tout le danger que comporte pour elles une renaissance de la caste des militaires allemands, les puissances du Bloc Atlantique sont contraintes de faire appel aux généraux nazis. Il ne faut pas penser recruter dans les rangs des sociaux-démocrates. Leur leader Schumacher, pour des raisons dictées par un opportunisme de circonstance, adopte provisoirement et avec des nuances, la position générale des travailleurs allemands : l'anti-militarisme.

Pour apaiser l'opinion publique émue par la constitution de ces armées, M. Spaak déclare qu'elles seraient intégrées dans une armée européenne dont le chef probable serait Eisenhower. « Ceux d'Oradour aux côtés des « Fils de Verdun » que voilà un bon thème de combat pour les staliniens. En fait, nous pouvons affirmer que l'armée allemande reconstituée sera sous la direction exclusive de ses cadres nationaux à la condition que ces cadres défendent dans ses lignes essentielles, la politique occidentale. Peut-il d'ailleurs en être autrement ? Reportons-nous du côté de l'Est. Dans quelles couches sociales l'administration du Kremlin a-t-elle recruté les cadres de police et d'armée de la « République Populaire » sinon chez les anciens militaires et policiers de la Wehrmacht et de la Gestapo ? Après une très courte période de flottement elles étaient recon-

(Suite page 3 col. 5.)

Pierre Le Roux, ex-marin de la Mer Noire, déclare :

## “MARTY A MENTI”

(Extraits de la lettre que le camarade P. Le Roux vient d'adresser au « Libertaire » à propos du livre de Marty, sur la révolte de la mer Noire.)

Tout d'abord, je tiens à souligner que c'est la première fois que je lis l'ouvrage en question ; que l'on n'aille donc pas m'imputer des incriminations tardives !

Il est un chapitre de ce volumineux ouvrage, qui est particulièrement étonnant, celui qui concerne le « Cuirassé FRANCE ». J'ai eu la surprise d'y voir figurer la lettre de la Compagnie de Débarquement, lettre adressée au commandant du Fort-Nord de Sébastopol. Or je suis en mesure d'affirmer que cette lettre n'est pas authentique : il s'agit incontestablement d'un faux.

Qui est l'auteur de ce « document » ? Je pose la question à Marty et Dubouloz.

Est-ce ce dernier qui aurait voulu la

reproduire de mémoire ? Quoi qu'il en soit, il s'agit d'une déplorable contrefaçon, où l'on devine l'intention politique : l'authenticité était plus courte, plus énergique. Nous n'étions que deux à en connaître le contenu. N'est-ce pas exact, Dubouloz ? Et n'est-ce pas moi-même qui l'ai écrite au crayon sur mes genoux, accroupi dans un obscur réduit du Fort ?

J'avais même gardé le brouillon de la lettre qui, elle, avait été déposée sur le bureau du commandant, en son absence, par un Lyonnais du nom de « Marius », le même qui, le premier matin, avait « tabassé » Le Bizet ! De plus, Ricros doit se souvenir qu'en 1922 ou 23, il m'écrivait en Bretagne pour me demander si je ne voulais pas me dessaisir du document en faveur de Marty qui préparait un livre sur les événements de la mer Noire... Je lui répondis sans ambages que Marty fristait le politicien, et je ne voulais pas que ce document serve à une exploitation quelconque ; j'aurais volontiers cédé la lettre à Vuillemin ou à un autre, mais à un ex-officier, jamais ! Or, en 1930, ce brouillon est resté dans un incendie... J'avais réussi à le garder jusqu'à là, malgré les fouilles de la prison du 8<sup>e</sup> Tirailleur (Bizerte), de la Prison Maritime (Toulon), du Fort Saint-Jean (Marseille) et Saint-Nicolas (Calvi). Mais il y a plus : une autre lettre dont fait état le livre de Marty et signée de la Compagnie du débarquement, a

eu le même enlèvement et les mêmes parrainages !

Nous n'avions, d'autre part, aucun contact avec le bord, aucune possibilité de transmettre quoi que ce fut. L'amiral Amet n'est du reste jamais venu au Fort pour nous évangéliser. Enfin, en ce qui concerne la Compagnie de Débarquement, il y a beaucoup d'inexactitudes, et d'autre part, bien des faits qui auraient dû voir le jour et qui sont restés dans l'ombre...

Dans son livre, Marty écrit que nous chantions des chansons révolutionnaires, surtout la « Grève des Mères » (aux paroles si ridicules, selon lui). Pourquoi omet-il de signaler que nous lisions La Vague et même Le Libertaire, que je recevais sous enveloppe ? Cela nous procurait, soit dit en passant, une autre nourriture que ne le ferait « l'Humanité » d'aujourd'hui !

Oui, Marty, ce sont les anarchistes qui ont été les instigateurs de ce mouvement, ce sont même eux qui ont fait indirectement ta « gloire ».

Nous étions rebelles à toute autorité, nous le sommes encore ! Nous sommes restés les humbles, les obscurs artisans de l'émancipation sociale, et nous n'avons pas de siège à l'Assemblée Nationale, parce que ce qui est national nous répugne...

Et ce n'est pas toi, Marty, qui m'empêcheras de chanter la « Grève des Mères » et l'« Hymne à l'Anarchie » !

Pierre LE ROUX.

REDACTION-ADMINISTRATION  
Etienne Guillemin, 145, Quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C. P. 9072-44

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.  
AUTRES PAYS  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.  
Pour changement d'adresse joindre  
25 francs et la dernière bande

# Les 100 frs du “LIB”

ONT ÉTÉ VERSÉS PAR 500 CAMARADES  
mais pour que vive le “LIB” CES CAMARADES  
VERSERONT  
chaque semaine !

(Voir en page 2,  
la 3<sup>e</sup> liste de souscription)







# CULTURE ET RÉVOLUTION

## LE MÉDECIN : Un travailleur comme les autres <sup>(1)</sup>

Il convient de souligner que la Médecine (quelque soit son domaine, cette fois), est un art difficile en raison de l'intelligence, de l'intention et aussi du sens moral qu'elle exige pour être exercée avec bonheur ; elle reste difficile malgré les immenses connaissances acquises et parfois en raison même de ces acquisitions (car elles n'éclaircissent pas tout et compliquent, au contraire, certaines questions). Certaines difficultés sont d'ordre scientifique, d'autres, d'ordre thérapeutique, mais il en reste qui ne sont pas résolues et c'est pourquoi s'il est naturel que certains malades éprouvent le besoin d'aller voir d'innombrables médecins, il est aussi naturel que ce soit en vain, malheureusement.

★

Voyons maintenant quelle est la vie matérielle des médecins. Je pense que tout le monde sait que les études médicales sont entièrement à la charge de l'étudiant qui a, en plus des droits universitaires à payer (modérés, il faut dire). Les plus déshérités reçoivent toutefois... une aumône (60.000 francs par an), c'est-à-dire, qu'à l'heure actuelle, celui qui a commencé ses études en 1945 et qui ne vit pas avec sa famille, aura dépensé quand il s'installera approximativement entre 1.500.000 francs et 2 millions. L'appréciation en est vraiment assez élastique, comme le minimum vital ; du moins semble-t-elle raisonnable. Bien entendu, pendant ces sept ans, il n'aura rien gagné (à moins d'exercer un métier à côté, ce qui ne peut que nuire à ses études ou à sa santé). Il faut enfin ajouter les frais d'installation, au minimum 300.000 francs et le plus souvent près d'un million. En somme, un médecin quand il s'installe, débute en quelque sorte avec une dette de plus de 2 millions. Il existe beaucoup d'employés et même d'ouvriers qui pendant le même temps auraient gagné cette somme ; je laisse faire le calcul à ceux qui en douteraient. L'étudiant qui aura passé un concours, qui sera par exemple Interne des Hôpitaux, celui à qui vous aurez à faire le plus souvent quand vous serez à l'Hôpital, aura une situation matérielle évidemment meilleure, mais elle est loin d'être aussi brillante que beaucoup se l'imaginent, puisque, s'il est nourri et logé, il ne touche, en moyenne, que 12.000 fr. par mois (en province). Je rappelle que cette catégorie ne représente approximativement que 2 % des médecins praticiens.

Une fois installé, la situation du médecin est-elle enviable ? Il est nécessaire de distinguer l'exercice à la campagne et en ville. A la campagne, c'est une vie « de chien » et je crois que l'on peut ranger cette profession parmi les plus dures qui soient. Que l'on veuille bien songer que de 8 heures du matin à 9 ou 10 heures du soir, le praticien n'a pratiquement aucune place pour la dé-

tente et bien souvent ce n'est pas la nuit qui procurera le repos auquel il aurait droit, car une fois, deux fois, il pourra être appelé. Le lendemain il n'est pas question d'avoir la journée de libre et il en est ainsi tous les jours, sauf le dimanche, à condition encore, qu'il ne reste pas chez lui ; sinon il est exceptionnel qu'il ne soit pas dérangé. Surmenage, pas de détente, pas de vie de famille, voilà le lot habituel du médecin de campagne. Bien souvent il n'a même pas la satisfaction morale de faire œuvre utile car il sait que ses prescriptions, ses conseils ne seront pas compris ou

ne seront pas suivis. Est-ce qu'au moins la situation matérielle pourrait justifier cette existence ? Evidemment non ; même s'il gagnait plusieurs millions cela ne changerait rien à sa vie puisqu'il ne pourrait pas en jouir. D'ailleurs ce n'est pas le cas.

Les praticiens en ville ont généralement une vie plus agréable, d'abord parce qu'ils ont dans l'ensemble moins de clients, qui sont plus facilement accessibles (au moins en province), et, d'autre part, le service de garde leur permet de profiter de leur nuit. Mais alors ils ont évidemment

moins de recette et leur clientèle étant presque exclusivement composée d'assurés sociaux, il ne peuvent ni escompter, ni prendre plus cher que les tarifs, ni échapper à l'impôt. Il en est plus d'un qui vivent péniblement malgré les apparences.

Dirai-je combien le nombre de veuves ou d'enfants de médecins cherchant des situations est surprenant ?

Reste la catégorie des « titrés » (anciens internes, chefs de clinique, professeurs) qui seuls ont une existence agréable : généralement clientèle modérée mais à qui ils peuvent deman-

der ce qu'ils veulent, loisirs pour les recherches et pour eux-mêmes.

Enfin l'on doit mettre à part les spécialistes qui ont un tarif de consultation plus élevé. Leur existence me semble encore plus agréable que celle des précédents bien qu'ils aient, il faut le reconnaître, une responsabilité bien plus grande (au moins certains). Il faut d'ailleurs dire que si leur tarif est normal en lui-même pour ceux à tendance médicale, il est exagéré pour ceux à tendance chirurgicale (sauf pour les chirurgiens) si on le compare au tarif des praticiens. En effet, le travail généralement est bien moindre : très souvent le diagnostic s'impose. C'est le cas en ophtalmologie ou en O.R.L. En 5 minutes la consultation peut être terminée. Pourquoi un tarif plus cher ? va-t-on penser. En vertu de cette tendance à estimer plus la matière que l'esprit. Il suffit d'avoir un instrument pour se croire des droits particuliers. Il s'est trouvé des médecins animés de cet état d'esprit (et une Sécurité sociale) pour approuver leurs desiderata. Vous comprenez maintenant pourquoi les spécialistes ont tant d'attrait. Il est à noter que la seule spécialité médicale (en dehors de la psychiatrie, qui touche à un domaine nettement à part, donc présente plus de difficultés), la pédiatrie, n'est pas reconnue comme telle. Mais il n'y a pas lieu de s'en étonner, c'est bien dans la ligne ; pensez donc, ces pédiatres, ils ont tout au plus besoin d'un appareil à tension, comme un vulgaire médecin !

Voyons enfin, pour terminer, quel est l'intérêt des malades.

Il y a lieu actuellement de considérer le point de vue financier et le point de vue médical. Il n'est pas douteux que dans notre société, tomber malade peut être une catastrophe si l'on est sans ressources. Mais je voudrais dire tout de suite qu'à mes yeux, soins gratuits, tiers payants, fonctionnaires de la médecine (autant de mots pour désigner la même chose) que certains proposent, sont un leurre, très exactement comme les

nationalisations industrielles en sont un. Je voudrais que mes camarades en soient bien persuadés et qu'ils ne se fassent pas les défenseurs de cette idée ; ce serait rejoindre stupidement stalinien et socialistes. Pourquoi ? Parce qu'il n'est pas possible de concilier ce qui est inconciliable ; une formule révolutionnaire avec un système social et économique qui ne l'est sûrement pas ! Ce ne serait qu'un déclin des soins médicaux. Il faut donc améliorer autant que faire se peut le système actuel. Quel est l'essentiel ? Être soigné, et soigné le mieux possible. Je ne pense pas que l'organisation de la médecine à l'heure actuelle réponde tout à fait à ceci, surtout à la campagne. Je dirai simplement que la médecine de l'avenir, idéale, semble être l'association médico-chirurgicale en un bloc groupant au minimum un médecin et un chirurgien avec un service de radiologie et un laboratoire. Les polycliniques de nos grands hôpitaux réalisent d'ailleurs ceci ; mais elles n'ont pas l'intensité nécessaire du cabinet médical. Quoi qu'il en soit, nous n'en sommes pas encore là. Et en attendant ? Il faut des médecins qui s'entretiennent tranquillement avec leurs malades, qui les examinent à fond et qui aient le temps pour cela, qui aient le temps aussi de se tenir au courant de l'évolution de la médecine. C'est indispensable car cette évolution est fantastique et il n'est pas de mois qui n'apportent de faits nouveaux. Enfin, il faut que le médecin ne soit pas surmené, qu'il ait le temps de se délasser, ce qui évidemment nécessitera une augmentation du nombre des médecins traitants.

Ces conditions sont essentielles pour réaliser une médecine correcte. Les travailleurs doivent les défendre. C'est leur véritable intérêt en cas de maladie. Jusqu'à ce que la révolution libère libère médecins et malades de servitudes qui nuisent aux uns et aux autres.

Docteur JEANMAU.

(1) Voir le « Lib » du 22-12-50.

### AU THÉÂTRE SAINT-GEORGES

## “Dieu le savait” d'Armand Salacrou

ARMAND SALACROU, ne voulant pas mentionner à nouveau la ville du Havre dans un de ses titres, a été chercher le Créateur pour le sortir de difficulté. Avec un tel protecteur nous pouvions nous attendre à une pièce particulièrement réussie. Eh bien, si « Dieu le savait », il aurait pu avertir M. Salacrou que sa dix-huitième pièce était complètement inutile à l'ensemble de son œuvre. Depuis « Le Cassou d'assiettes », qui remonte, je crois, à 1923 ou 24, nous avions assisté à un affaissement continu de la maîtrise de l'auteur. Sa dernière pièce, « L'Archipel Lenoir », magistralement servie par le regretté Dullin, nous permettait de grands espoirs pour celle qui suivrait. Avec les trois actes du théâtre Saint-Georges nous constatons, non pas une cassure, mais un arrêt dans la progression de la dramaturgie de Salacrou :

L'histoire se déroule dans l'unité de temps (matin, après-midi, soirée) et de lieu : l'appartement sinistré. Malheureusement la troisième unité est loin d'avoir eu la même part de respect que les précédentes. Au lieu de l'unité d'action, dont dépendait peut-être le secret de la réussite, nous devons suivre trois ou quatre sujets et ceux-ci se situant sur des plans variés, se nuisent entre eux. Nous faisons connaissance au premier acte de tous les interprètes. L'héroïne : Aziza, jeune veuve mère de deux enfants (Maurice et Thérèse), son mari a été exécuté à la suite d'une opération de sabotage contre l'occupant ; elle occupe avec la grand-mère de son mari, Mathilde, dame presque centenaire, un appartement réquisitionné. Un ami de la famille, Daniel, parrain des enfants, vient d'arriver chez eux. Un voisin, le Dr Gros, apparaît pour offrir du ravitaillement à la famille. Puis, à la suite d'une petite annonce insérée par Aziza, nous voyons arriver un octogénaire qui vient offrir ses services, d'homme de compagnie, pour combler la solitude de la vieille Mathilde. Ce brave homme reconnaît en Mathilde la femme pour qui il tenta de se suicider pendant l'exposition de... 89. Soyons bons et essayons d'admettre comme vraisemblable cet heureux hasard. Pour nous oublier personne citons encore, en plus des deux enfants, Léon Bonnet, jeune résistant, compagnon de captivité du mari d'Aziza, qui vient faire une visite et se trouve adopté comme un membre de la famille.

Il faudrait que vous connaissiez toutes les intrigues de l'aventure : mais

comme il y a au moins la matière de dix actes, je ne dispose pas d'assez de place dans cette rubrique pour vous narrer tous les détails. Sachez cependant qu'à la fin des trois actes, nous découvrons le brave octogénaire sous l'aspect d'un vil tritoteur abusant de sa nouvelle situation pour exercer le chantage envers Daniel. Nous savons également que le Dr Gros était l'ancien amant d'Aziza ; le mari avait appris à l'insu d'Aziza sa triste situation et désespéré il s'était jeté dans l'opération de sabotage en souhaitant de ne pas revenir. Le fils Maurice, dégoûté de la conduite de sa mère, s'engage dans la 2<sup>e</sup> D.B. ; et sa sœur Thérèse, pour la même raison part avec Léon Bonnet. Ce dernier a eu le temps à l'acte précédent de nous exposer son point de vue politique et nous le connaissons comme trotskyste. Quand à Daniel, qui aime Aziza malgré ses imperfections, il reste, après avoir été soupçonné, un moment d'être le responsable de l'exécution du mari. Le rideau tombe sur cette réplique d'Aziza à Daniel : « Vous m'aidez à mourir », ce qui sous-entend bien des choses.

Cette pièce, trop touffue, déconcerte par l'abondance des hasards et des situations fortuites, elle renferme cependant de bons passages mais ils sont étouffés par le reste. Pourquoi l'auteur veut-il nous offrir à la fois le couple de « l'archipel Lenoir » et des scènes qui semblent sortir des « Nuits de la colère » ? Il est d'un âge à faire du neuf, pourquoi joue-t-il ? Un homme se penche sur son passé ? L'interprétation qui est de bonne qualité souffre

de la confusion créée par l'auteur. Mary Morgan tire le maximum du rôle très complexe d'Aziza. Michel Vitold joue intelligemment le personnage d' amoureux discret qu'est Daniel. Gérard Darrieu et Michel Salina complètent bien l'ensemble. Les rôles des enfants sont tenus à la perfection par Winnie Claude et Maurice Sarfati. Il reste le couple des vieillards : Mathilde est composée d'une façon un peu chargée, surtout dans la diction, par Betty Daussmond ; et son homme de compagnie est merveilleusement créé par Pierre Palau : son dialogue du second acte avec Daniel constitue l'une des meilleures scènes de la soirée. Le « Maître après Dieu » de la mise en scène a parfaitement tenu le gouvernail, Jean Mercure nous prouve à nouveau ses dons de grand metteur en scène. Wakhevitch doit bien connaître nos villes sinistrées, son décor est poignant d'exactitude.

Et maintenant je souhaite que M. Salacrou ne s'attriste pas trop de cette demi-réussite ; j'espère le voir prendre une revanche éclatante le plus tôt possible.

AGRY.

(1) Voir le Lib du 25-8-50.

## LA GUERRE MENACE L'UNIVERS

(Suite de la première page)

Les Partisans de la Paix ? C'est, incontestablement, la plus puissante organisation. Qui oserait encore affirmer aujourd'hui qu'elle est au service de la paix ? L'hystérie guerrière de ses animateurs — les communistes — devant les succès militaires des Chinois en Corée aura ouvert, du moins nous l'espérons, définitivement les yeux aux plus naïfs.

Les pacifistes ? Jamais ils n'ont été aussi peu nombreux. Réduits à quelques groupuscules, pour la plupart d'inspiration chrétienne, ils s'agitent dans des démonstrations verbales dont s'amuse avec indulgence les meneurs du jeu. Ce pacifisme sans consistance parce que sans assise doctrinale se résoudra, demain, dans la tourmente, par quelques refus non sans grandeur, mais qui, isolés et ignorés, ne peseront d'aucun poids sur les événements.

Les Citoyens du Monde ? C'est, après les Partisans de la Paix, l'organisation numérique la plus importante. Et, par son refus intransigent de s'aligner sur l'un des blocs, la plus réellement pacifiste. Mais l'enthousiasme provoqué par le geste spectaculaire de Garry Davis s'est lentement enlaidi dans de vains efforts pour créer une Assemblée Mondiale, irréalisable dans ce monde partagé en deux. Quant aux mondialisations de quelques villes, voire de quelques départements, elles ne peuvent faire illusion : les gens signent la Charte de Mondialisation comme ils ont signé l'Appel de Stockholm. Ainsi d'une efficacité à peu près nulle dans la période de pré-guerre, l'organisation des Citoyens du Monde se volatiliserait aux premiers coups de canons.

Les centrales syndicales ? Toutes, sauf une, acceptent la guerre. La C.G.T. choisissant de la faire pour le compte des Russes, la C.G.T.F.O. et la C.F.T.C. pour le compte des Américains. Quant à la C.N.T., que son affiliation à l'A.I.T. place sur le plan syndicaliste-révolutionnaire, la modestie de ses effectifs, lui interdit toute action.

Restent les anarchistes. Ils sont les seuls qui opposent à la guerre un refus total, les seuls qui se déclarent résolus à prolonger ce refus dans la guerre elle-même.

Mais là encore, il faut regarder la réalité en face : notre faiblesse numérique nous interdit toute possibilité d'une action d'envergure pour prévenir le déclenchement de la guerre, dans l'immédiat. Pris entre la passivité des foules et la folie des dirigeants, nous ne pouvons que proclamer notre refus.

Telle est la réalité : aucune force organisée n'est actuellement capable d'opposer un barrage à la guerre que les meneurs du jeu déclareront quand ils voudront — ou quand ils y seront accablés. Affirmer le contraire serait s'illusionner dangereusement.

Mais est-ce une raison pour céder au découragement ? Pour abandonner la lutte ? Pour s'accroquer dans son

coin et attendre passivement la catastrophe ?

Non ! Car si peu nombreux que nous soyons, nous représentons cependant une force authentique, virtuelle aujourd'hui, mais qui, DEMAIN, pourra exercer une puissance attractive considérable. A condition que nous nous y préparions dès maintenant.

Parce que, en nous refusant de céder au vertige militariste, comme à l'hypnose de la fatalité ou à la facilité du désespoir, nous demeurons les dépositaires de la révolte de l'Homme contre l'absurde de cette révolte qui, à tout instant peut et pourra surgir de la rigueur même et de l'absurdité des événements.

C'EST LA RAISON POUR LAQUELLE NOUS TRAVAILLONS AUJOURD'HUI A RASSEMBLER LES ELEMENTS DU 3<sup>e</sup> FRONT REVOLUTIONNAIRE.

Seul capable de freiner aujourd'hui, si possible, la glissade, de stopper demain, si nécessaire, la chute, le 3<sup>e</sup> front sonne et sonnera le ralliement de tous ceux qui se refusent à désespérer du destin de l'Homme.

Que nos militants, nos amis se persuadent qu'en certaines circonstances, la volonté agissante de minorités décidées peut peser décisivement sur l'Histoire et provoquer ainsi le grand réveil populaire.

Que la situation s'aggrave dans les

semaines qui viennent ou qu'au contraire elle marque une pause, il faut se dire que la guerre est au bout de ce chemin, que nulle force ne peut actuellement lui opposer un barrage sérieux.

Et ceci admis, aussi loin d'illusions chimériques que d'un pessimisme désorganisé, conserver la pensée lucide, la volonté tendue et se préparer à la lutte.

Ce que nous faisons. Ce que vous ferez tous.

Non ! Rien n'est jamais perdu pour ceux qui ne renoncent pas !



### LES ANARCHISTES AU PAYS DE TITO

Des raisons indépendantes de notre volonté nous contraignent à reporter à notre prochaine parution la fin de notre reportage sur la Yougoslavie.

Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

## L'Allemagne réarme

(Suite de la première page)

tituées, mais sous le pouvoir direct des Etats-Majors soviétiques et du N.K.V.D. (2).

Il est certain que Staline avait prévu l'inductibilité d'un conflit avec les U.S.A. C'est pourquoi il n'a pas encouragé ou favorisé les volontés du groupe originel communiste resté sur le territoire, tendant à donner à l'Allemagne le caractère des « démocraties populaires ». Cela lui permit de maintenir sur place les forces d'occupation et, par voie de conséquences, de diriger la production et l'administration et par ailleurs de s'assurer les possibilités d'une réunification territoriale d'une Allemagne dont il conserverait le contrôle. Ce qui du point de vue stratégique et politique serait un atout d'importance.

LA SOLUTION DEPEND ENCORE DES TRAVAILLEURS

Les récentes élections, en zone américaine, illustrent combien les masses allemandes en général et les travailleurs en particulier, sont hostiles à la renaissance d'un militarisme, dont ils conservent le cuisant souvenir. Le triomphe relatif des sociaux-démocrates et le nombre important des abstentionnistes sont deux aspects significatifs de leur état d'esprit.

Pour les travailleurs de ce pays se pose, avec une vigueur que bien des Français ignorent, la nécessité d'améliorer les conditions immédiates d'existen-

ce. Famine et dictature sont le lot du prolétariat allemand. Et ces misérables conditions menacent de s'aggraver. La production de guerre est déchainée. Elle aura pour conséquence de renforcer l'exploitation du travail et de diminuer, malgré les compensations prévues par le Département d'Etat, le pouvoir d'achat des travailleurs.

La revendication de l'unité nationale, clamée par les stalinien est anachronique. Elle ne résoudrait en rien les problèmes posés à la classe ouvrière allemande parce que ne détruisant ni n'affaiblissant pas les forces d'exploitation des travailleurs n'ont pas à choisir tel ou tel camp. Leur devoir de classe est de détruire les forces d'oppression et d'exploitation. Ils détiennent une force gigantesque ! Qu'attendent-ils pour s'en servir ?

Joë LANEN.

(1) Que les stalinien en soient réduits à cultiver le chauvinisme national, est très significatif quant à leur conception de l'internationalisme prolétarien.

(2) Les polices respectives des secteurs Ouest et Est, ont montré leur véritable objet lors des grandes grèves de Berlin, contre lesquelles elles déchainèrent en commun de leurs effectifs.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-9.

## Pour la nouvelle année offrez un livre

NOUS AVONS CHOISI POUR VOUS...

### Aux Editions BRESSANES

Paul Rassinier : « Le Mensonge d'Ulysse », étude sur la littérature concentrionnaire, ce livre a été attaqué à la tribune de la Chambre des députés par le M.R.P. Maurice Guérin, et assigné en un million de dommages-intérêts par le R.P.F. Edmond Michélet. 315 fr.; franco R 370 fr.

### Aux Editions CHAMBRIAND

Louis-Ferdinand Céline : « Mort à crédit », le bon temps... L.F. Céline est le plus grand écrivain français actuel et peut-être le plus grand lyrique que nous ayons jamais eu. Marcel Aymé (janvier 1950), 750 fr.; franco 845 fr. — « Casse-pipe », la première nuit d'une jeune recrue dans un quartier de cavalerie à la « Belle Epoque ». 260 fr.; franco R 315 fr.

### Aux Editions du SCORPION

Maurice Raphaël : « Le Festival ». Un roman de la vie, écrit d'une plume franche, ironique, crue, 225 fr.; franco 280 fr.

### Aux Editions AMIOT-DUMONT

Albert Paraz : « Valsez Saucisses », un livre vigoureux comme un coup de trique, 420 fr.; franco 490 fr.

### Aux Editions de la TOISON D'OR

René Barjavel : « Ravage », un roman extraordinaire, un voyage dans le futur, 120 fr.; franco 175 fr.

Marguerite Audoux : « Marie-Claire et l'Atelier de Marie-Claire ». Lisez « Marie-Claire... ». Et quand vous l'aurez lue, quel est parmi nos écrivains — et je parle des plus glorieux, celui qui eut pu écrire un tel livre... Octave Mirbeau. Les 2 volumes, 240 fr.; franco R. 295 fr.

Neel Doff : « Jours de famine et de misère ». La tragédie humaine et le Noël des Gueux, 120 fr.; franco R. 175 fr.

Charles Baudelaire : « Les Fleurs du Mal ». Recueil de poésies interdites. Réédition originale du recueil paru en 1866, 120 fr.; franco 175 fr.

### Aux Editions Bernard GRASSET

Ignacio Silone : « Le Grain sous la neige ». Cette fraternité, c'est le grain qui germe sous le linceul glacé de la misère du monde, c'est la vie, 480 fr.; franco 575 fr.

### Aux Editions CORREA

Luigi Bartolini : « Voleur de bicyclette », le roman qui a inspiré le meilleur film de l'année, 240 fr.; franco R. 295 fr.

### Aux Editions MESSEIN

Han Ryner : « Jeanne d'Arc et sa mère », un point d'histoire très discuté. Une leçon de scepticisme historique, 300 fr.; franco R. 355 fr.

### Aux Editions CALMAN-LEVY

Anatole France : « Anneau d'améthyste », 260 fr.; F. 315 fr. — « Crainquebille », 210 fr.; F. 265 fr. — « Le

Crime de S. Bonnard », 270 fr.; F. 325 fr. — « Les Dieux ont soif », 270 fr.; F. 325 fr. — « Histoire Comique », 210 fr.; F. 265 fr. — « L'île des Pingouins », 210 fr.; F. 265 fr. — « Le Jardin d'Epicure », F. 415 fr. — « Jo-caste et le chat maigre », F. 445 fr. — « Le Livre de mon ami », 270 fr.; F. 325 fr. — « Le Lys Rouge », 210 fr.; F. 265 fr. — « Le Mannequin d'Osier », 260 fr.; F. 315 fr. — « Monsieur Berget », à Paris, 260 fr.; F. 315 fr. — « Les Opinions de J. Coignard », F. 355 fr. — « L'Orme du Mail », 260 fr.; F. 315 fr. — « Petit Pierre », 270 fr.; F. 325 fr. — « Pierre Nozière », 270 fr.; F. 325 fr. — « La Révolte des Anges », 270 fr.; F. 325 fr. — « La Rôtisserie de la Reine Pédauque », 210 fr.; F. 265 fr. — « Thais », 210 fr.; F. 265 fr. — « La Vie en Fleur », F. 355 fr.

Jean Anouilh : « Pièces Noires (L'Hermine, La Sauvage, Le Voyageur sans bagage, Eurydice), 550 fr.; F. 620 fr. — « Pièces Roses » (Le Bal des Voleurs, Le Rendez-vous de Senlis, Léocadia), 400 fr.; F. 455 fr.

### POUR NOS GOSSES

Aux Editions de la Coopérative de l'enseignement laïc, un choix d'albums dessinés par des enfants :

ECOLE DE PAUDRE (Belgique) : Non ! Non ! un non à la guerre, 80 fr. Franco R. 115 fr.

ECOLE FREINET, à Venise (A.-M.) : Merçi, Marie-Jeanne ! Et les petits enfants se donnent la main pour aller partout dans le monde. Et ça fait une grande ronde qui tient la Terre dans ses bras : 80 fr. Franco R. 120 fr.

ECOLE DE SAINT-BLAISE (Savoie) : Le Petit Bonhomme dégoûté, une petite poursuite légalisée avec un cœur, 80 fr. Franco, 115 fr.

ECOLE DE TREGASTEL (Côtes-du-Nord) : Le petit Chat au bain de mer, les mésaventures du petit chat étourdi, 120 fr. Franco R. 160 fr. Toutes commandes à GUILLE-MAUO, C. O. P. PARIS 5072-44.

### LECTEURS ET AMIS DU “LIB”

Achetez le calendrier du « Libéraire » pour 1951 !

Présentation artistique impeccable avec feuillets mensuels relatant les principaux faits révolutionnaires de l'Histoire, sur fort carton deux couleurs rouge et noir au prix de 80 fr.; franco 95 fr.

Groupes, diffusez-le, 10 % de remise par 10 ex.

C'est une édition de la Coopérative des Editions du « Libéraire » dont le bénéfice exclusif est versé au profit du journal.

C.C.P. E. Guilleman, Paris 5072-44. Les abonnés à la Guilde d'éditions le recevront gratuitement.



# LE CONFLIT N'EST PAS FATAL

(Suite de la première page)

construction, moins d'équipement industriel et agricole intéressant la consommation civile et les services, et plus de capitaux pour les usines de guerre, pour la grosse industrie mécanique, l'industrie chimique, dans la part que ces industries accordent aux préparatifs militaires.

Hausse sur le cuir, sur la laine, le coton, moins de chaussures, moins de vêtements et dans les qualités irrécupérables, à des prix décourageant le gros consommateur ouvrier.

C'est, en somme, la fameuse politique du beurre et des canons.

Le blocage des prix n'empêchera pas les marchandises de se vendre au plus offrant et le blocage des salaires montrera très vite la personnalité sociale du plus offrant.

Le réarmement est incompatible avec la fabrication normale de produits consommables. Quoique Duboin ait dit un jour que le beurre provient du lait des vaches et que les canons proviennent de l'industrie métallurgique.

## INQUIETUDE ET ESPOIR

Il n'empêche que nous sommes dans une situation très mauvaise. Les grands événements se déroulent au-dessus de notre tête et il doit pourtant y avoir un moyen d'en sortir. Sans doute, nous savons que la guerre, quoique les Etats s'en défendent, est le produit normal de leur existence d'où apparaît l'ineptie monumentale du désarmement progressif et simultané dont parlent sans y croire, les hommes d'Etat qui sont aussi asservis que nous le sommes à la marche objective des événements. Sans doute, nous savons qu'il est impossible de vouloir la paix et de travailler directement à l'armement de la guerre. De longues années de militantisme révolutionnaire ont montré par quoi pèche le mouvement ouvrier : décalage entre les aspirations et ce qui est fait pour les réaliser, proclamation verbale de l'iniquité ressentie et action mécanique déterminée par les tendances mêmes de la structure sociale et, qui plus est, par le partage historique de l'hégémonie économique et politique qui heurte la jeune audace de nations emportées par une ascension où les forces économiques et les forces militaires se trouvent incluses, enchevêtrées.

Le grand problème d'aujourd'hui, c'est de surmonter cette neurasthénie psychologique qui déprime les attitudes révolutionnaires face aux énormes problèmes devant lesquels le facteur humain est défaillant.

Il faut redonner confiance aux masses brisées par un machinisme avilissant, de longues journées de travail, la faim et la torpeur.

Est-ce encore possible ? Est-il encore temps ? Nous aurons un avenir débarrassé de cauchemars si nous le voulons, mais à la condition que cette volonté soit efficace et s'articule avec d'autres volontés qui ne doivent pas être si différentes puisqu'il s'agit de la paix. Les faits militaires progressent sournoisement et nous imprégnent, mais dans le fond les conquérants modernes savent fort bien qu'un cataclysme perpétué peut faire tourner la roue. Ils savent que de la guerre naissent les Révolutions.

Et ils ont les réactions du commun des mortels devant les horreurs de la guerre, mais la géographie commande la guerre, la croissance encouragée de la population perpétue son cours, l'inégalité d'évolution des prolétariats industriels et agricoles, les barrières d'Etat à l'Etat avec toutes les complications industrielles, commerciales, douanières, monétaires que cela comporte, tout ceci exacerbe par la méfiance, la haine, la jalousie et l'agressivité, autant de facteurs qui dans une combinaison monstrueuse produisent la guerre militaire qui n'est en fait qu'une étape exceptionnelle, succédant à des étapes qui pour avoir des répercussions moins sanglantes n'en ont pas moins des influences implacables :

Les guerres commerciales qui détruisent les prévisions et la valeur de la récolte du paysan argentin et du producteur d'Australie, les coups de Bourse qui, en dégradant des valeurs industrielles, retirent les capitaux nécessaires à la marche des industries et jettent les ouvriers au chô-

mage. Cette lutte sans merci à tous les échelons de la société, par catégorie, par castes, par cercles, par corporation, par industrie, par classes, dépassant le cadre révolu des Etats pour s'établir dans un partage dualiste des continents, cette lutte qui forme la loi de la vie mondiale, est-il possible de corriger sa puissance mécanique ?

Sommes-nous capables de faire que cette lutte soit une lutte utile servant le progrès et la vie ? Les forces sociales qui veulent la paix, et ce que la paix contient, sont-elles mûres au point de vider l'abcès de leur mégalomanie pour reconstruire le monde ? Tous ces ouvriers divisés par la politique et aussi par des différences de formation et de mentalité auront-ils la force de caractère de s'élever à la hauteur de la tragédie des circonstances pour comprendre que la seule guérison à cette folie réside dans une méthode à la fois simple et complexe : empêcher que le travail serve la mort. La méthode est simple, les grandes masses trouvent en elle un aliment créateur. Elle est impossible à appliquer si le poids des sacrifices pèse sur un petit nombre d'épaules.

L'Usine est aujourd'hui le bastion de la paix, à la condition que les moteurs économiques ne fonctionnent plus que pour produire ce que la vie exige. Les militants ouvriers qui sentent la gravité des faits doivent comprendre que l'aliment de la guerre se trouve dans la production. Le changement de la nature de la production changerait donc les fins de cette production et le changement de ces fins dans une première étape est possible en annexant la grosse industrie pour lui donner une nature pacifique, eu égard aux réactions politiciennes d'un continent appauvri, à la recherche du premier effort social autour duquel ces réactions viendraient se cristalliser.

ZINOPOULOS.

## Chez les Transporteurs Routiers :

# ROLE DES CONVENTIONS COLLECTIVES

La presse a annoncé la signature de la convention collective dans les transports routiers. Ce n'est certes pas un événement. Nous savons que la convention collective ne vient pas avant tout à limiter la durée du travail mais à fixer un salaire minima. En effet, la durée de travail est si facilement extensible que les heures supplémentaires que la législation permet avec un surplus horaire n'en représentent pas moins une singulière facilité pour transgresser les lois du 21 juin 1936 et du 13 mars 1937 présentant les 40 heures et une limite qu'il est impossible de dépasser dans cette corporation où les accidents sont dus au surmenage des conducteurs :

Les transporteurs routiers ont travaillé dans des conditions inférieures aux travailleurs des autres industries, à la fois parce que c'est une corporation

très spéciale et aussi parce que les travailleurs étaient insuffisamment organisés. Cela tenait aussi à l'individualisme des petits transporteurs, propriétaires de leur véhicule. Ces artisans routiers se font une concurrence telle, que la réglementation de la durée de travail, déterminée autant pour des raisons de sécurité pour les personnes ou les marchandises transportées que pour la circulation proprement dite, n'est pas respectée.

Les travailleurs routiers n'ont pas pu, d'autre part, attirer l'attention des Pouvoirs publics parce que l'industrie routière est récente et l'organisation de ces travailleurs était donc subordonnée au développement de cette industrie : La revendication ne pouvait pas naître d'un travailleur indépendant propriétaire de son véhicule et fixant avec son client (usine, collectivité locale), un prix de transport forfaitaire. Elle ne pouvait voir le jour qu'à partir du moment où des entreprises de transports concurrentielles du rail occupaient avec régularité un certain nombre de travailleurs.

Aujourd'hui où l'aire géographique des transports routiers est très vaste, où toutes les routes connaissent le trafic automobile régulier de jour et de nuit quelle que soit la distance, les revendications des transporteurs routiers ont du poids parce que leur activité a pris une très grosse importance dans l'industrie, le commerce et l'agriculture. Cette influence, prépondérante, dans toutes les branches de l'économie a contribué à rendre les entreprises de transports à structure complexe plus conciliantes, moins âpres devant les revendications. Et dans une large mesure elle a attiré l'attention des Pouvoirs publics de tous les pays. En effet, une véritable réglementation internationale a vu le jour, du fait que le problème avait les mêmes données partout, d'une part, et aussi parce que les services à rendre aux usagers dépassent le cadre des frontières comme dans le cas de camionnage des bagages personnels des voyageurs à partir des bateaux ou des trains.

Il est donc intéressant de constater les progrès dans la combativité des transporteurs routiers qui, de conditions très arriérées, parviennent à se mettre en vedette avec les travailleurs de la marine marchande.

Il est évident que la convention nationale du 22 décembre 1950 réglant les conditions générales du travail : embauchage, licenciement, activité syndicale, représentation du personnel, arbitrage, n'apporte rien d'original. La convention collective n'est pas un instrument subversif mais une reconnaissance tripartite des droits patronaux, étatiques et ouvriers.

Elle est un progrès si on la considère comme un frein à l'arbitraire patronal et à ses abus, mais elle ne résout pas le problème en le prenant à sa racine : la suppression de la propriété individualiste des moyens de transports. La solution de ce problème exige, il est vrai, une révolution dans la mentalité des travailleurs routiers concernant la propriété sociale des moyens de transports ; cette révolution dans la façon d'envisager

ger le problème des transports n'est d'ailleurs pas propre uniquement aux travailleurs de cette industrie, puisque le problème des transports est le maillon d'une chaîne qui renferme la production, les réseaux de débouchés, les échanges de services, problème plus vaste que l'intelligence ouvrière doit dégrossir à partir de l'action gestionnaire.

VADOT.

N.B. — Les camarades transporteurs doivent écrire directement à la Commission syndicale de la F.A., 145, quai de Valmy, Paris-X<sup>e</sup>.

## La peur du M. F. A.

Le Mouvement Français de l'Abolition du Travail n'est pas un mouvement de déshonneur pour des éléments jeunes, actifs et courageux, qui ont pris sur eux de rompre avec son organisation poussiéreuse et sclérosée ?

On pourrait le croire lorsqu'on a été témoin de l'acharnement que les « personnalités » du M.F.A. ont mis à expulser de la salle de la Sorbonne, où le Maître Duboin lui-même devait officier, les camarades qui diffusaient « l'AGIE », organe des GROUPES D'ACTION DE L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE (G.A.E.D.).

Précisons que les G.A.E.D., quelle que soit l'indétermination qui les caractérise sur certains points, ont pris position, comme le meeting du 15 décembre à Vagran nous a permis de le vérifier, sur quelques questions d'une importance capitale :

— Les G.A.E.D. rejettent à la fois le capitalisme et le stalinisme (rejoints par la note position « Troisième Front »).

— Les G.A.E.D. militent en faveur de la grève gestionnaire.

— Les G.A.E.D. se déclarent un mouvement révolutionnaire.

C'est dire la sympathie avec laquelle nous nous attachons à suivre l'évolution de cette jeune organisation...

FRANCIS.

## HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE par J. MAITRON

Ce remarquable ouvrage de 1.024 pages a valu à son auteur en mai 1950, le titre de docteur ès lettres avec mention très honorable, par un jury où figuraient : MM. Renouvin, Bourgin, Doléans, Labrousse et Tapié, tous spécialistes des questions sociales ou historiques. En voici le sommaire :

1<sup>re</sup> Partie : Naissance du mouvement.  
2<sup>e</sup> Partie : Le mouvement anarchiste en France de 1880 à 1894 (fin de la « propagande par le fait »).  
3<sup>e</sup> Partie : Le mouvement anarchiste en France de 1894 à 1914.  
4<sup>e</sup> Partie : La philosophie de l'anarchisme et le point de vue marxiste.  
Annexes : Documents inédits.  
Bibliographie : (200 pages). Documents d'archives. Périodiques, Brochures et livres.

L'HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE sera éditée par S.U.D. E.L. si le nombre de souscripteurs atteint 750 au 15 janvier 1951. Les souscriptions seront reçues dès maintenant au siège de notre organisation.

Prix de souscription : 1.050 francs dont 600 francs à la souscription ; 450 fr. à la parution.

Souscrivez et faites souscrire vos amis par virement de 600 fr. ou de 1.050 fr. (le prix du volume), à notre C.C.P. (Etienne Guillemau, 145, quai de Valmy, Paris-10<sup>e</sup>. C.C.P. 50-2-44).

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

## L'unité syndicale est-elle possible ?

L'UNITE est un des domaines où la confusion entre les moyens et les buts est la plus flagrante. C'est pourtant en même temps celui où les événements ont fourni la meilleure démonstration de la nocivité de la confusion.

### L'UNITE, MYTHE STERILE ?

Au moment de la « Libération », c'est grâce à l'unité au sein d'une C.G.T. politisée dont les chefs étaient les collaborateurs fidèles du gouvernement, que celui-ci a pu éviter les profondes réformes de structure voulues par l'ensemble de la classe ouvrière. Les minorités révolutionnaires auraient pu, si elles l'avaient voulu, entraîner par une action hardie et dynamique les travailleurs dans une lutte efficace contre un patronat apeuré et un Etat affaibli. Le mythe de l'unité ne l'a pas permis et, en son nom, ceux qui auraient pu constituer une minorité révolutionnaire entraînant la grande majorité de la classe ouvrière ont abdiqué et se sont pliés aux ordres des chefs de la C.G.T., d'alors.

C'est parce que les minorités révolutionnaires ont fait passer l'unité avant toute chose que le redressement de l'in-

dustrie s'est effectué au seul bénéfice de la classe possédante au détriment (et grâce aux efforts) de la classe ouvrière. Au nom de l'unité, les minorités révolutionnaires ont laissé leur voix s'étouffer au sein de la grande C.G.T. Bien mieux, ils ont donné plus de poids à l'action anti-ouvrière de la C.G.T. en permettant à celle-ci d'agir au nom d'une unité factice de la classe ouvrière. Ils ont donné l'appui de leurs cotisations aux journaux et aux confédérations qui trompaient les travailleurs en leur faisant défaut pour financer ceux qui auraient été seuls à clamer la vérité.

C'est quand des minorités révolutionnaires n'ont pas craint de voir en face cet état de fait et de répondre aux accusations de diviseurs de la classe ouvrière lancées par les staliniens à quiconque exposait une idée non conforme aux leurs, qu'un redressement s'est amorcé. En 1947, les militants révolutionnaires

de l'usine Renault ne craignant pas de briser l'unité au sein de la C.G.T. ont réalisé cette unité dans la lutte pour rompre le blocage des salaires.

Lors des grèves de novembre 1948, malgré l'unité organique au sein de la C.G.T., une importante fraction de cette C.G.T. n'a pas craint de combattre de toutes ses forces ces grèves. Et la création de la C.G.T.-F.O. n'a fait qu'entériner un état de fait.

### CONDITIONS D'UNE UNITE EFFICACE

Tout ceci démontre bien qu'une unité factice ne sert pas la classe ouvrière. Evidemment, c'est l'unité qui donne leur maximum de puissance aux luttes ouvrières, mais à condition que cette unité, loin d'être considérée comme une fin en elle-même soit envisagée comme un moyen d'action puissant, en vue d'atteindre un but concret. L'unité pour être féconde doit être réalisée sur des bases solides. Il faut pour qu'elle soit possible, qu'il y ait préalablement à son existence une identité de vue sur un certain nombre de problèmes, suffisamment importants pour justifier des efforts communs. Il ne faut pas, qu'à l'avance le dynamisme d'une centrale s'épuise en discussions intérieures stériles ni qu'elle se trouve paralysée au moment d'une action quelconque parce qu'une fraction de ses membres jugera inopportune cette action ou inefficace ces buts. Une unité, où sous prétexte de synthèse, chacun des participants abandonne ce qu'il y a de positif et de concret dans son propre programme, n'est pas souhaitable non plus ; elle est nuisible. Elle condamne la classe ouvrière à l'inaction. Elle est condamnée d'avance à l'impuissance. Les événements récents sont là pour nous le démontrer.

Aussi, bien loin de croire comme la plupart de ceux qui ont écrit sur l'unité, que les diverses centrales créées depuis la scission de F.O. créent une confusion syndicale, regrettable, nous croyons qu'elles clarifient la situation en posant clairement les problèmes. Evidemment, il est regrettable, et nous le regrettons profondément, qu'il n'y ait pas identité de vue dans la classe ouvrière. Mais il n'est jamais profitable de pratiquer la politique de l'autruche. C'est en voyant les choses telles qu'elles sont qu'on peut trouver les solutions les plus efficaces et si l'on ne veut pas voir en face un handicap on ne pourra jamais le surmonter.

### OBSTACLES A L'UNITE ORGANIQUE

Actuellement, à la C.G.T., il n'y a pas de place, sauf particularités locales, pour d'autres que des communistes ou des crypto-communistes. Ce ne sont pas ceux qui constatent cet état de fait qui en sont responsables, mais bien ceux qui ont fait de la C.G.T. un instrument au service du parti communiste. Des syndicalistes conséquents ne peuvent donner leur caution à une centrale qui poursuit une politique anti-ouvrière : primes de rendement, travail aux pièces, à la tâche, collaboration avec le patronat, conventions collectives, etc., le tout subordonné aux intérêts du parti.

Quant à F.O., elle est suffisamment marquée par les conditions de sa naissance, à un moment particulièrement critique pour la classe ouvrière. Ses adhérents ont été impuissants à l'empêcher de prendre l'aspect du syndicalisme de la Troisième force politique. C'est le type même du syndicalisme réformiste, un syndicalisme de fonctionnaires incapables de réclamer autre chose qu'une amélioration d'un indice par rapport à celui du voisin.

Les autonomes, ensemble hétéroclite unis seulement par l'anticommunisme, n'arrivent pas à dégager une ligne politique originale et constructive qui puisse

justifier leur existence. Ils subissent le poids du mythe de l'unité que nous venons de critiquer.

Les syndicats « indépendants » d'esprit gaulliste, par leur politique de collaboration du travail et du capital, sacrifient délibérément le premier au deuxième.

La C.F.T.C. tient à son originalité et à l'existence d'un syndicalisme d'essence chrétienne.

Quant à la C.G.C., mieux vaut n'en pas parler si l'on croit que le syndicalisme doit s'appuyer avant tout sur la solidarité entre tous les travailleurs...

Une union organique entre des centrales basant leur action sur des principes aussi différents ne parviendrait pas à neutraliser les antagonismes de ceux qui la réaliseraient. Au contraire, elle les rendrait encore plus inconciliables. Jamais elle n'arriverait à promouvoir une forme d'action suivie par l'ensemble.

### L'UNITE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE DOIT ETRE FAITE

Face à l'unité des communistes à la C.G.T., de la 3<sup>e</sup> Force politique à F.O., des chrétiens à la C.F.T.C., des gaullistes à C.T.I., l'unité des syndicalistes révolutionnaires reste à faire : La C.N.T. ne groupe pas l'ensemble des syndicalistes révolutionnaires. Elle met cependant en garde les travailleurs contre des solutions réformistes semblables à celle d'Esau vendant son droit d'aînesse pour un plat de lentilles. Ce travail que fait la C.N.T., que font aussi des minoritaires au sein de grandes centrales, seule une confédération ayant une presse, des conférences, une organisation sur le plan national, peut lui faire donner son maximum de rendement. Elle seule peut faire appel à la base dans les usines en assurant un travail suivi avec le maximum d'efficacité. Les minorités révolutionnaires ne doivent pas ignorer que le centralisme démocratique étouffe la voix de la base. A la C.G.T., elles sont placées pour savoir que l'on n'hésite pas à les réduire au silence, au besoin par la violence. A la C.G.T.-F.O., notre camarade Moine, dans son dernier article sur le Congrès F.O. démontrait que si, dans cette centrale l'on pouvait parler librement, l'appareil bureaucratique continuait à fonctionner comme si rien n'était dit ou fait.

### UNE UNITE EFFICACE

Quoi qu'il nous en coûte, il faut prendre acte de la pluralité syndicale actuelle, elle est certainement consommée pour longtemps. Est-ce à dire qu'il faille renoncer à une lutte d'ensemble de la classe ouvrière, à une grève générale ? Heureusement non. Parallèlement à la constatation de cette pluralité syndicale, il faut lutter pour l'unité d'action. Il faut la préconiser chaque fois que l'on trouve une revendication commune à plusieurs centrales. Il faut lutter à la base pour cette unité d'action, en proposant dans chaque usine aux travailleurs des revendications positives susceptibles de rallier à elle la grande masse des ouvriers. Ceux-ci obligeront leurs centrales à les défendre ou bien entreront dans la lutte par-dessus elles. Il ne faut pas craindre non plus de faire cette unité d'action au sommet, beaucoup de travailleurs craignent d'être seuls dans la lutte si cette lutte n'a pas l'appui des grandes organisations syndicales. Là encore, il faut voir les choses telles qu'elles sont : il n'est pas possible de faire un mouvement unanime contre la volonté des dirigeants des grandes centrales qui seront toujours suivis par une fraction importante de leurs adhérents. La clarification qu'apporte le nombre des centrales existantes rend plus facile la recherche de revendications communes susceptibles d'être appuyées par l'ensemble de la classe ouvrière. Ces revendications existent : ce sont les quarante heures, la revalorisation du pouvoir d'achat, l'échelle mobile, la suppression des abattements de zones, etc. Tous les révolutionnaires ont là leur rôle de minorité agissante tout tracé. C'est seulement la réussite d'une vaste coalition de cette sorte qui peut redonner confiance à la classe ouvrière et l'empêcher de s'enfoncer dans sa léthargie.

Serge DAURIC.

### CALENDRIER S.I.A. 1951



Ce magnifique calendrier de S.I.A. doit être dans tous les foyers antifascistes. Le réclamer à E. Guillemau, 145, quai de Valmy, C.C.P. 5072-44.

## MONTPELLIER :

# SCANDALE A "LAËNNEC"

Le « Libertaire » s'est déjà élevé (1) contre le scandale de la gestion désastreuse de l'Hôpital Laënnec de Fond-d'Aurelle, et vu le retentissement de notre article, une première action a pu être réalisée : celle du regroupement des malades, qui ont enfin compris que l'amélioration de leur état dépendait aussi d'eux-mêmes. En ce moment, une action collective est entreprise et le scandale de Laënnec va sans doute bientôt éclater au grand jour. Déjà, l'Administration des Hospices de Montpellier, a pu mesurer la portée que pouvaient avoir sur le public, les informations que les malades se sont employées à diffuser et déjà des manœuvres de diversion ont vu le jour :

Le « Midi-Libre » du 15-11-50 laissait entendre que des travaux auraient lieu à Laënnec : Il oubliait de préciser, semble-t-il, que cette manne de 14 millions était destinée, non pas à Laënnec-Fond-d'Aurelle, comme on aurait pu l'espérer après les multiples protestations qui se sont élevées à son propos, mais bien à l'ex-hôpital Laënnec, de Saint-Eloi, pour un centre de transfusion sanguine, qui, prestige oblige, serait « l'un des premiers de France ». Or, si les malades ne nient pas l'importance de nouveaux centres, ils n'en sont pas moins décidés à revendiquer que l'on prenne leur situation en considération :

1<sup>o</sup> Que l'on donne suite à leur pétition groupant 275 malades sur un effectif total de 293 malades, relative, aussi bien à la qualité de la nourriture qu'aux conditions dans lesquelles elle est transportée à partir des cuisines, distantes de 300 mètres : hygiène déplorable, plats arrivant mêlés les uns aux autres (du bouillon dans la salade et les pommes cuites des « régimes »).

2<sup>o</sup> Que les trois organismes qui payent pour que les malades reprennent une place dans la société en tant que producteurs aient droit de regard sur l'Administration, les malades pouvant de leur côté contrôler la gestion de l'Hôpital, étant les premiers intéressés !

Pour conclure, les malades font savoir aux « Autorités » qu'ils sont prêts à agir d'une manière plus directe, leur droit à la vie étant en cause.

A bon entendre...

G. M. (Montpellier).

(1) Voir le « Lib » du 25-8-50.